

UN HOMME EST MORT
LE DOSSIER



BREST 1950 : LE CHANTIER, ENSANGLANTÉ

La grande grève de mars-avril 1950 à Brest n'était pas destinée à être le sujet principal de ce livre.

Elle en constituait néanmoins le décor tragique et mériterait à elle seule un ouvrage tout entier. Son importance dans l'histoire du mouvement social brestois est particulièrement grande mais elle fut également, au niveau national, symptomatique d'une époque qui commençait à voir l'effondrement de certaines valeurs et des espoirs nés de la Résistance.

C'est aussi un souvenir extrêmement douloureux pour nombre de témoins rencontrés au cours de la réalisation de cette bande dessinée, et dont la parole est quasiment restée inaudible depuis plus de cinquante ans.

Retour sur ces événements avec l'historien Pierre Le Goïc, spécialiste de la reconstruction de Brest.



Dès juin 1940, le port de Brest devenait l'un des principaux sites navals allemands sur l'Atlantique, à proximité de la Grande-Bretagne. Cales de radoub et base sous-marine furent donc autant de cibles pour l'aviation alliée. L'ensemble était si fortement défendu que les bombardements se firent, quatre ans durant, à haute altitude et souvent de nuit.

C'est ainsi que la ville fut peu à peu victime de « dommages collatéraux ». Cette longue guerre aérienne tua un peu moins de 500 civils. C'est évidemment beaucoup, mais incomparable avec les drames de Caen, Saint-Lô, Dresde ou Hambourg. Des abris avaient été amé-

nagés assez tôt, et en août 1944 la plupart des habitants avaient été évacués. L'explosion accidentelle d'un dépôt de munitions dans l'abri de la place Sadi-Carnot causa en outre la mort de plus de 350 civils et d'un millier d'Allemands qui y avaient trouvé refuge. Dans la bataille terrestre, 10 000 soldats allemands et alliés perdirent la vie.

Comme toutes les « poches de l'Atlantique », la ville était ravagée à la fin d'un siège qui dura deux mois. Bombes au phosphore et au napalm lancées à l'aveugle, incendies d'immeubles par des soldats allemands désespérés : le centre-ville et le port de Brest avaient disparu en septembre 1944. Il fallait



Ci-dessus. Ouvriers brestoises sur un chantier du centre-ville en 1952 (source : coll. AM de Brest).

Page de gauche. Vue des rues de Siam et Jean Jaurès, principales rues brestoises, prises fin 1944.

« Brest, dont il ne reste rien... »

(source : Service photographique de Ouest-France, coll. archives municipales de Brest).

Ci-contre. Vue aérienne du centre de Brest en pleine reconstruction au début des années 50 (source : photo de Crier-Le-Bras, droits réservés, coll. AM de Brest).

Colonne de droite. La rue Voltaire, au centre-ville de Brest, en 1950 (source : photo de Cécile Bramé).

Les ouvriers sont principalement logés dans d'immenses cités de baraques provisoires... Dont certaines resteront en place jusqu'au début des années 1970 !

Ici la cité du Bouguen (source : coll. AM de Brest).

La cité commerciale, également des baraques, où ont eu lieu les premiers affrontements du 17 avril 1950 (source : coll. AM de Brest).



« américaines », plus luxueuses et surtout bénéficiant de plus grandes ouvertures. Toutes étaient faites de bois, de plaques préfabriquées et de couvertures bitumées. Une ville provisoire s'installa : çà et là diffuse, dans les interstices laissés libres, ou massive dans ce qui deviendra des années durant la cité ouvrière par excellence : le plateau du Bouguen, ou le Bergot. Ces dernières agglomérations abritèrent jusqu'à 10 000 personnes et eurent des écoles, des commerces, une église... Les commerces les plus importants furent assemblés dans

donc reconstruire. Dès 1943, les dégâts étaient assez importants pour justifier la nomination d'un architecte-urbaniste, Jean-Baptiste Mathon. Après la guerre, le ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (MRU) nomma à ses côtés un ingénieur, Maurice Piquemal, qui fit l'essentiel du travail sur le terrain. Leur projet était pour l'essentiel commun, et s'organisait autour de deux préoccupations : avant tout anticiper le développement de la circulation automobile en construisant deux viaducs, l'un fixe, l'autre mobile, en remblayant les profonds vallons qui entaillaient la ville, et en arasant les remparts qui avaient été déclassés en 1919 mais non détruits. Voilà qui peut expliquer la surprise manifestée par le jeune

cinéaste René Vautier en découvrant cette nouvelle géographie urbaine. Par ailleurs, Jean-Baptiste Mathon était un adepte des formes classiques. Il voulut faire de Brest un « Versailles de la mer », ouvrant largement la rue de Siam sur une perspective océane et projetant un cadre ordonné mettant en valeur les principaux axes de la cité.

Le temps de la reconstruction fut évidemment long. Des cités provisoires de baraques furent installées sur des terrains pour la plupart cédés par l'armée de terre qui avait choisi de quitter la ville. Deux types de baraques furent installés : baraques dites « françaises », aperçues dans les cases de la bande dessinée, d'autres dites

Une des premières manifestations de mars-avril 1950, remontant la rue Yves-Collet (source : coll. AM de Brest).



Obsèques d'Édouard Mazé : la tête du cortège et sa banderole affirmant l'union syndicale (source : CRBC-UBO-Brest, fonds Berlivet).



une cité de baraques installée sur les « glacis », espace laissé libre en deçà des anciens remparts. Non loin, une baraque nommée « Maison des syndicats », lieu essentiel de cette histoire. La sous-préfecture, elle-même sinistrée, était installée dans un immeuble préservé, rue dite aujourd'hui de Glasgow – ville marraine de la ville de Brest anéantie. En face, l'hôpital, chef-d'œuvre d'architecture d'avant-guerre à peu près préservé des bombardements, jouxtant la rue Kerabécam où Édouard Mazé fut tué : le périmètre du drame est très restreint.

1950 : la reconstruction est entre les mains des ouvriers du bâtiment. Ils ne sont jamais moins de 6 000 à 7 000. Aussi nombreux, sinon plus, que les ouvriers de l'arsenal à la même époque. Leurs origines sont diverses. Maghrébins et paysans du Léon finistérien se côtoient, souvent sur des chantiers courts qui s'en-

chaînent. Les Léonards rentrent chez eux dès que les travaux des champs deviennent urgents ou qu'un îlot a été livré. Les uns et les autres, migrants à leur manière, peuvent être logés dans les baraques collectives de l'ONCOR : Office national pour le cantonnement des ouvriers de la reconstruction. Les plus chanceux, ou les plus stables, obtiennent une baraque familiale. Les salaires ne sont pas particulièrement inférieurs à la moyenne (un manoeuvre à Brest gagne quelques francs de plus que son homologue dans une ville non sinistrée), mais ne permettent pas de faire face au contexte de pénurie. Il faut bien imaginer cette situation exceptionnelle pour comprendre les événements des années 1950 : une concentration rare d'ouvriers d'une même corporation dans une ville meurtrie mais débordant d'activité : pendant ce temps l'arsenal construit à plein régime, y compris des navires marchands, mais contribue aussi à l'e-

fort de guerre en Indochine. Quant aux dockers, ils sont en position de force : ils détiennent, entre autres, les clés du charbon et du vin d'Algérie.

1950 : Staline a encore trois ans à vivre, la CGT est sans conteste la courroie de transmission du PCF, de même que l'UFF (Union des femmes françaises). Face à ce bloc, qualifié par ses ennemis de « moscoutaire », la radicalité gouvernementale et policière est à peine imaginable aujourd'hui : peut-on envisager l'arrestation et la mise en détention de Jacques Duclos, dirigeant national du PCF et figure de la résistance pour une obscure histoire de pigeons voyageurs, ou celles de Marie Lambert et Alain Signor, élus communistes du Finistère, coupables d'avoir manifesté leur opposition à la « sale guerre » d'Indochine ?

Dans cette lourde ambiance, l'unité syndicale n'allait pas de soi. La scission de la CGT, donnant naissance à FO, était attribuée par la centrale originelle à une manœuvre des États-Unis et nommément de la CIA. Partisans des écoles laïque et confessionnelle se préparaient à une longue bataille. Autre front : les événements brestois ont en partie pour origine les mobilisations anticolonialistes, essentiellement politiques et minoritaires, impulsées par le PCF et divisant les camps politiques et syndicaux. Pourtant les difficultés sociales étaient telles dans le contexte d'une France encore pantelante que ces tentatives de peu d'ampleur n'aboutirent pas à un isolement radical de l'axe PC-CGT. Qu'il s'agisse du ravitaillement, du logement, des salaires, de la répression, CGT, CFTC et FO ont agi ensemble dans la ville sinistrée – acceptant même parfois d'élargir cette unité aux anarchistes de la CNT présents notamment à l'arsenal.

La CFTC est probablement un maillon essentiel de ces événements. Sans la présence de la CFTC, de la JOC, du clergé, ce mouvement social aurait été différent. Brest était proche de la « terre des prêtres » ; ainsi appelait-on encore la campagne si proche du Nord-Finistère. À cette époque, l'évêque de Quimper, Mgr Fauvel, était très ouvert à un renouvellement de la pastorale. Pourquoi ne pas prendre langue avec le syndicalisme ? Les mouvements d'action catholique s'engageaient dans les comités de soutien aux grévistes et jouèrent un rôle important dans leur diffusion à la campagne. L'omniprésence du couple PCF-CGT dans le bâtiment ne rend pas compte de cet engagement qui n'est pas sans rapport avec le fait que 90 % des adhérents de la CFTC brestoise, quatorze ans plus tard, choisirent un retour au caractère laïc de leur syndicat et la création de la CFDT. Difficile aussi, sans prendre en compte cette réalité, de comprendre le sens des obsèques religieuses d'Édouard Mazé qui, si elles purent en contrarier plus d'un en son for intérieur, constituent néanmoins un événement collectif exceptionnel dans ce contexte contradictoire.

toire marqué à la fois par la guerre froide, une réelle pauvreté ouvrière, et l'évolution d'un christianisme en quête d'ouverture sociale.

MARS-AVRIL 1950

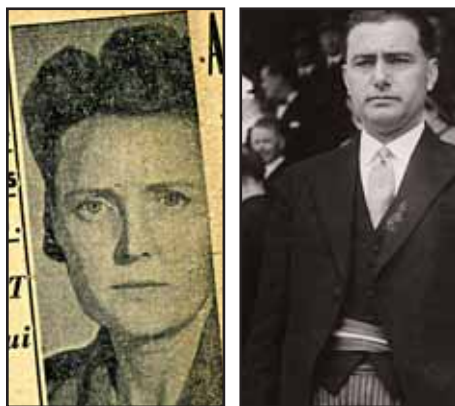
Un printemps d'affrontements

Dans la deuxième semaine de mars 1950, des tracts sont distribués appelant à une manifestation le dimanche 12 mars pour soutenir une journée nationale pour la paix en Indochine et contre la misère – thèmes signant évidemment, à l'époque, une initiative du PCF. Le ras-

semblement est interdit par arrêté du maire de Brest, Alfred Chupin, représentant le RPF. Officiellement, on dénombre 150 présents. Même en tenant compte de l'habituelle sous-estimation des effectifs, cette démonstration publique n'en était pas moins minoritaire et typique de la guerre froide. Or elle se heurte à deux barrages policiers. Un premier barrage est franchi, le deuxième tient, et la police disloque le cortège. On signale des blessés légers de part et d'autre. L'événement n'est pas dénué d'ambiguïté : une petite manifestation vient à bout d'un barrage. Signe de détermination évidente, de même que la présence de blessés du côté des forces de l'ordre. Mais le barrage n'a pas cédé sous le nombre. On ne peut oublier que la guerre et la résistance ne sont pas si lointaines. Elles ont créé de solides inimitiés mais aussi des solidarités. On verra, le jour de la mort d'Édouard Mazé, des gestes de quasi-insoumission qui n'ont rien d'in vraisemblable. Toujours est-il que la logique de l'interdiction et une violence ordinaire, même encore hésitante, étaient installées.

Dès le 13 mars, une spirale contestataire se déploie. Le bâtiment, l'arsenal, les dockers débrayent. Le nombre d'environ 13 000 grévistes est officiellement constaté, dans une ville avoisinant les 150 000 habitants. Quelques accords d'entreprise signés en urgence calment un peu le jeu. C'est ainsi qu'Édouard Mazé, manœuvre dans l'entreprise du bâtiment Sainrapt-et-Brice, obtient une petite augmentation. Mais le 31 mars, les dockers affrontent police urbaine et gendarmerie au port de commerce. Cinq fûts de vin d'Algérie sont jetés du quai et s'écrasent sur un chaland. Deux cents fûts, vides ceux-là, sont pour les uns jetés sur les forces de l'ordre et pour la plupart jetés à la mer. Il faudra une intervention de la Marine nationale pour les repêcher. Le 1^{er} avril, des chargements de ciment sont répandus sur la chaussée, au port et aux limites campagnardes de la ville. On compte encore 6 000 grévistes. Dans le même temps, le conseil municipal commence à mettre en place une aide alimentaire. C'est à ce propos que, le 14 avril, une délégation menée par Marie Lambert, députée communiste accompa-

gnée de la présidente de l'UFF se présente à la mairie pour demander « du pain et du lait » pour les enfants. Elles sont expulsées manu militari par les gardes mobiles, tandis que les grévistes restés aux abords de la mairie tentent de pénétrer dans l'enceinte du bâtiment. Ils sont refoulés par quatre pelotons de gendarmes et de gardes mobiles à l'aide de grenades lacrymogènes. Le 15 avril, Pierre Prévosto, responsable du syndicat patronal, est conduit par contrainte mais sans violence, comme il l'a lui-même reconnu par la suite, jusqu'à la Maison des syndicats où il est sommé de s'expliquer, sans succès. Cette forme de manifestation, certes très humiliante, était coutumière ; cela s'appelait une « conduite de Grenoble » et était généralement imposé aux briseurs de grève. Finalement relâché et physiquement protégé par



Quelques-uns des principaux acteurs des grèves de mars-avril 1950 : en haut, Édouard Mazé

(source : cliché aimablement transmis par M. Ernest Mazé).

À gauche, Marie Lambert (source : journal Ouest-Matin).

À droite, Alfred Chupin, maire de Brest (source : coll. AM de Brest).

les dirigeants syndicaux, Pierre Prévosto porte plainte. Le 16 au matin, Marie Lambert et deux responsables de la CGT, Cadiou et Bucquet, sont arrêtés et emprisonnés à Landerneau. Le comité de soutien avait envisagé de demander, en respectant les formes, une réunion exceptionnelle du

conseil municipal, le lundi 17, afin d'envisager l'augmentation des fonds d'aide aux grévistes. Mais ces arrestations allaient changer évidemment le cours du mouvement, tout en mettant le couple PCF-CGT au premier plan. Or, le caractère exceptionnel des mesures répressives – Marie Lambert était en principe couverte par l'immunité parlementaire – fit échouer cette manœuvre de division. En dépit des contextes national et international, l'unité syndicale fut préservée.

Le 16 avril est un dimanche. Alfred Chupin est absent. Une manifestation unitaire rappelant les revendications initiales et exigeant la libération des militants emprisonnés est prévisible pour le lendemain. Le matin, une réunion se tient à la sous-préfecture en présence de membres du cabinet municipal et d'un adjoint. L'interdiction de manifester était monnaie courante à Brest, et la situation était bien plus tendue qu'au mois de mars. Il semble pourtant que rien de décisif ne soit sorti de cette réunion. En effet, l'arrêté municipal d'interdiction n'a finalement été signé par Alfred Chupin que dans la nuit du 16 au 17, après qu'il eut consulté le député du Finistère André Colin, par ailleurs Secrétaire d'État à l'Intérieur. Une députée communiste arrêtée, un membre du gouvernement élu du département :

il y avait de quoi donner à un conflit local une ampleur nationale. Pourtant, il semble y avoir eu hésitation, attermoissements de la part de l'équipe municipale et en tout cas du maire. L'arrêté, signé trop tard pour être publié, ne fut connu au matin du 17 avril que des forces de police. Il ne fut affiché que le 18, et il fallut l'antidater du 16 pour lui donner valeur légale. Ce retard entraînait-il dans une stratégie de provocation visant à occasionner, par un effet de surprise, des débordements ? Ou l'embaras d'une situation inédite, cet enchevêtrement d'enjeux nationaux et locaux, a-t-il perturbé le processus de décision ? Ces deux explications pourraient bien être valides l'une et l'autre ; les horizons du représentant de l'État, ceux du député-ministre ou de l'élu local étaient différents, et la dangerosité de la situation a même bien pu semer une certaine confusion dans les esprits. On a pu à la fois être tenté par le passage en force en retardant la notification de l'interdiction, et hésiter devant des conséquences prévisibles. Mais la mort d'Édouard Mazé ne doit pas, a posteriori, faire interpréter l'interdiction, à la limite de la légalité, de la manifestation du 17 comme un acte délibéré de guerre civile. La présence policière fut particulièrement massive, les consignes allaient à l'évidence dans le sens de la plus grande fermeté incluant l'usage dissuasif des armes, mais la mort d'un homme n'était pas prévue.

Le 17 avril, un mois de grève et d'affrontements de plus en plus violents pèsent sur les épaules des manifestants comme sur celles des forces de l'ordre. Une angoisse réciproque a dû jouer un rôle essentiel dans la montée en puissance des affrontements. Rien cependant qui distingue radicalement cette manifestation des précédentes. Un deuxième député



communiste, Alain Signor, est violemment interpellé. Charges, ruptures de barrages policiers, incendies de véhicules, du déjà-vu en quelque sorte en ce mois d'intense conflit. Cependant le poids inédit d'une présence policière massive déconcerte les manifestants. Le cortège se désorganise, la situation devient confuse, les mouvements de foule imprévisibles. Jusqu'à ce moment que personne ne semble avoir vu venir où, rue Kerabécam, un ordre irresponsable fait basculer la journée. Cet ordre a bel et bien été donné. Un officier participe d'ailleurs aux tirs : un manifestant a été blessé par une balle d'arme de poing alors que les hommes du rang étaient armés de mousquetons. Sans doute s'agissait-il de disperser, plutôt que de mutiler gravement et, finalement, de tuer. Mais le résultat est là, et témoigne certes de l'extrême tension atteinte à ce moment, mais aussi de l'irresponsabilité de l'encadrement à cette minute et en ce lieu précis. Le fait que la plupart des victimes aient été des militants syndicaux connus a fait penser, au contraire, à une action délibérée. Cela paraît peu probable ; les mousquetons ne permettaient guère de tir ciblé,

surtout face à une foule en mouvement, et les responsables syndicaux étaient tout naturellement placés en tête, donc plus exposés. Ainsi Édouard Mazé, qui était un militant de base, se tenait au côté de son frère Pierre, quant à lui responsable de la CGT.

Pour tenter de comprendre quelques parcelles de ce moment dramatique, qui n'est pas aujourd'hui encore précisément documenté, un témoignage tel que celui que nous livre Pierre Cauzien, grièvement blessé par balle et amputé d'une jambe, est essentiel.

N'eût été ce tir dramatique, le bilan du 17 n'aurait pas vraiment tranché sur la violence ordinaire de ce mouvement social habituellement vigoureux. 24 gendarmes et 9 CRS furent blessés, dont un seul fut hospitalisé, les autres souffrant d'hématomes divers, d'entorses, de fractures aux doigts... Le nombre des manifestants hospitalisés s'élève à 12, parmi lesquels les victimes des coups de feu ; 14 autres manifestants reçurent des soins pour des blessures légères. Mais un homme était mort, des hommes étaient irrémédiablement atteints dans leur chair, et le 17 avril devint ce tournant imprévu de l'histoire ouvrière brestoise.

La mort d'Édouard Mazé émut au-delà des limites partisans et géographiques :

des messages de soutien affluèrent de tout le pays, de Grande-Bretagne, de Belgique... Ses obsèques furent à l'image de cette unité qui survivait tant bien que mal à la fin de la guerre et de la résistance, et aux rivalités de la guerre froide. Le 19 avril, plusieurs dizaines de milliers de personnes venues de tout le département se regroupent à Brest. Le choix du cimetière est hautement symbolique : le cercueil est exposé dans une Maison des syndicats drapée de noir, puis le cortège rejoint l'église Saint-Martin, en présence d'un représentant de l'évêque. Choix culturel, idéologique, géographique aussi : à la fois populaire et central, du fait de la destruction de la cité historique, le quartier Saint-Martin se trouvait alors au cœur de la ville où une classe ouvrière unie, et largement soutenue, manifestait son deuil solidaire.

17 AVRIL 1950 Avant et après

Si le déchaînement de la violence la plus extrême en ce bref moment du 17 avril n'était guère prévisible, on a vu qu'il se situait dans le cadre d'une violence ordinaire, rela-



En haut. Images tournées par René Vautier à Brest le 18 avril 1950 et retrouvées au sein du film *Vive les dockers !* de Robert Ménégos. Les manifestants se dirigent vers la rue Kerabécam pour un dépôt de gerbes à la mémoire d'Édouard Mazé (source : Ciné Archives). Recueillement devant la stèle érigée à l'endroit même où le jeune ouvrier fut tué (source : CRBC-UBO-Brest, fonds Berlivet).

Ci-dessus. La famille Mazé lors des obsèques d'Édouard (source : journal Ouest-Matin).

Ci-contre. Vue aérienne de la rue Kerabécam, longeant l'hôpital Morvan. Cerclé de rouge, l'endroit où Édouard Mazé s'est effondré (source : coll. AM de Brest).



tivement aux critères d'une époque marquée par la proximité de la guerre de libération, mais au terme d'une graduelle montée en puissance des affrontements. Quant à l'interdiction de manifestation, elle était courante à Brest. Les arrêtés signés par Alfred Chupin sont déjà nombreux en 1949. Les textes de référence, outre la loi de 1884 qui rendait les municipalités pécuniairement responsables des dégâts consécutifs à toute manifestation de rue, étaient le décret-loi du 23 octobre 1935 (réputé antidémocratique même dans la famille politique d'Alfred Chupin), et la loi du 18 juillet 1941, invoquée sans état d'âme par un maire gaulliste en charge d'une ville ouvrière, en terrain militaire, dans une période internationale tendue.

Après l'affrontement, le procès : le 20 avril, les deux députés communistes et les deux responsables de la CGT comparaissent dans une ville en état de siège. Les syndicats mettent en place un solide service d'ordre pour éviter toute confrontation. Le tribunal décide de renvoyer le cas des deux députés devant l'Assemblée nationale, et



condamne les syndicalistes à deux mois de prison avec sursis. Le verdict est accueilli comme une victoire par les syndicats. La reprise du travail est décidée pour le 24 avril, après une négociation salariale enfin débloquée et considérée comme positive par la majorité des grévistes.

Mais le traumatisme agit sourdement. L'unanimité, la combativité même du mouvement ouvrier brestois se délitent quelque peu. 1951, anniversaire du drame du 17 avril : une messe est commandée, une trentaine de personnes y assistent. La famille d'Édouard Mazé n'est pas présente. Ce non-événement est lourd de sens : quel qu'un a pensé à commander cette messe, a payé pour cela, ce n'est pas anodin. Mais c'est ailleurs que, dans le même temps, 3 000 Brestois environ – un nombre approché qui correspond à une mobilisation réelle mais partielle – défilent en souvenir du drame, dans un cadre clairement syndical, politique et non-confessionnel.



Ci-dessus. Couverture du journal *Ouest-Matin* du 19 avril 1950, transmis aux auteurs par M. Ernest Mazé.

Ci-contre. Le fameux arrêté municipal du « 16 » avril 1950, interdisant la manifestation du lendemain. Jusqu'à ce jour, on croyait que cet arrêté avait été pris tard dans la nuit du 16 avril, empêchant ainsi les ouvriers d'en avoir connaissance par voie de presse. En réalité, rédigé le 17 avril au matin, il fut antidaté à la demande de la Préfecture de police afin d'assurer sa légalité. Sur le document, on distingue d'ailleurs nettement la réécriture des deux dates (source : coll. AM de Brest).

Pourtant, en 1951 et en 1952, le scénario de 1950 semble se répéter. La reconstruction est toujours en cours, le problème des salaires est loin d'être réglé. Brest compte encore 7 000 ouvriers du bâtiment. CGT, CFTC, FO continuent à œuvrer ensemble. En mars 1952, un meeting réunit 3 000 ouvriers au « nouveau théâtre » – une salle de réunion plus sommaire que ne le laisse supposer son nom. Un référendum est envisagé à propos d'une grève générale. Les métallos de la réparation navale sont déjà en grève illimitée. Le 18 mars, la grève est quasiment totale dans le bâtiment. Grève totale chez les dockers et aux charbonnages. En une journée, le nombre de grévistes passe de 3 123 à plus de 7 000. Les syndicalistes du bâtiment passent de chantier en chantier pour pousser au débrayage – parfois au prix de quelques insultes et pressions. CRS et gardes mobiles sont de nouveau cantonnés à Brest. Or, il ne se passe rien de violent. Les meetings font le plein, les manifestations passent, nombreuses, par toutes les artères essentielles de la ville, Alfred Chupin est toujours maire et autorise cette fois toutes les démonstrations. Seul le débauchage de quelques chantiers au centre-ville donne lieu à une partie de cache-cache entre syndicalistes et gardiens de la paix assistés d'une brigade de CRS. On évite d'avoir recours aux gardes mobiles, corps considéré comme le plus hostile aux mouvements revendicatifs. Tout cela se termine par trois vérifications d'identité.

Le mouvement décroît rapidement. Dès le début du mois d'avril, les meetings rassemblent moins de 1 000 ouvriers. Les cortèges en rassemblent la moitié. La situation semble se radicaliser et se

minoriser, une petite manifestation est prise en cisaille dans d'étroites rues des vieux quartiers le 4 avril, mais une seule interpellation est signalée et la manifestation se disperse dans le calme. Suit une reprise rapide du travail sans satisfaction des revendications, ce qui n'avait pas été le cas en 1950. Le mouvement ouvrier sortait affaibli de ces années noires, cependant qu'en face on n'osait plus jouer avec le feu.

Une expérience d'unité syndicale, de soutien populaire concrétisé par le bourgeonnement de comités de soutien en ville et dans tout le pays environnant avait été vécue malgré un contexte politique général très défavorable ; elle ressurgira périodiquement à Brest, notamment en 1968 ou dans le cadre de la défense des activités navales, pour décroître au rythme de la réduction des grandes concentrations ouvrières. Les manifestations intersyndicales de grande ampleur, les grèves générales touchant la ville entière sont devenues l'exception : il y faut des circonstances, des enjeux sortant de l'ordinaire. Mais c'est le rapport à la violence qui semble avoir été le plus profondément modifié par les événements du 17 avril 1950. Cette manifestation fut la dernière, à Brest, à être meurtrière. Une certaine retenue prévaudra désormais, y compris du côté des forces de l'ordre, alors que, dix ans après la mort d'Édouard Mazé, on assassinait encore impunément des manifestants à Paris. Pour une fois, il semble que « plus jamais cela » n'ait été envisageable à Brest, comme si les coups de feu d'une journée noire avaient alimenté une réflexion souterraine, diffuse, spontanée, sur les degrés et natures de violence admissibles dans les conflits sociaux. C'est une raison de plus pour rendre hommage à Édouard Mazé et à tous ses camarades blessés ce jour-là. On peut espérer que continuer à rappeler les circonstances du printemps 1950, tenter de comprendre les ressorts complexes de la répression policière, c'est contribuer à poursuivre cette réflexion sur les logiques de la violence d'État.

Pierre Le Goïc

Docteur en histoire contemporaine, chercheur associé au Centre de Recherche Bretonne et Celtique (CRBC, UMR 6038 du CNRS), auteur de Brest en reconstruction, antimémoires d'une ville, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001

RENÉ VAUTIER, TOUT SIMPLEMENT...



René Vautier et sa fille Moïra au début des années 1980.
(source : photo de Soazic Chappedelaine).

René Vautier est né le 15 janvier 1928 à Camaret-sur-Mer, dans le Finistère, d'un père ouvrier d'usine et d'une mère institutrice. Sa vie, marquée par un engagement sans faille, pourrait se résumer à autant d'années de combats et de résistances cinématographiques. En 1943, avant de découvrir le cinéma, **il s'engage, à l'âge de 15 ans, dans la Résistance en Bretagne**. Il est responsable du groupe "jeunes" du clan René Madec, cité à l'ordre de la nation par le général de Gaulle en 1944. À la fin de la guerre, un de ses compagnons de lutte le pousse à faire du cinéma. C'est ce qu'il fait en entrant à l'Institut des hautes études cinématographiques (IDHEC) en 1946.

Dès sa première expérience cinématographique en 1947, où il participe dans le cadre d'un collectif d'élèves de l'IDHEC à la réalisation du film **La Grande Lutte des mineurs, il est confronté au pouvoir de la censure**. Cette première confrontation ne sera qu'un avant-goût des problèmes qu'il rencontrera ensuite en réalisant ses films. Diplômé en 1948, reçu premier à l'écrit et DEUXIÈME à l'oral, **il part réaliser son premier film, Afrique 50**, qui lui vaudra ses premières condamnations. Au départ, il s'agit d'une simple commande de la Ligue de l'enseignement, destinée à mettre en valeur la mission éducatrice de La France dans ses colonies. Mais lorsque René découvre sur place le quotidien des Africains et la réalité coloniale, il décide de les montrer sans fard dans son documentaire. Ce dernier sera interdit pendant plus de quarante ans, lui vaudra treize inculpations et une condamnation à un an de prison. Son co-inculpé s'appelait Félix Houphouët-Boigny. Aujourd'hui considéré comme **le premier film anticolonialiste français**, il recevra la médaille d'or du festival mondial de Varsovie.

Après l'épisode **Un homme est mort**, raconté dans ce livre, et divers autres tournages en Tunisie et en Afrique noire (et qui lui vaudront une nouvelle condamnation en 1952), **René part pour l'Algérie en 1957**, bien décidé à filmer le conflit du point de vue des algériens. Depuis son départ, caméra au poing, **dans le maquis du FLN**, jusqu'à la création du Centre audiovisuel d'Alger après l'indépendance, il participe activement à la naissance du cinéma algérien. Trois fois blessé durant des accrochages ou lors des passages de la ligne Morice, il réussira néanmoins à tourner **Algérie en flammes** et, après un passage de vingt-cinq mois dans une prison du GPRA en Tunisie alors même qu'il est également recherché en France, **il deviendra le père des Cinémas populaires d'Algérie**.

Les années soixante-dix marquent un tournant. Retour en France, en Bretagne, « au douar d'origine » comme il aime à le répéter. **Il y crée l'UPCB** (Unité de production cinéma Bretagne) où il a pour objectif de prendre en charge les questions de production pour continuer à faire ses films et ceux des autres, coûte que coûte. Ce sera, côté fiction, **Avoir vingt ans dans les Aurès** (qui

« Cinéaste franc-tireur »,
« L'homme à la caméra citoyenne »
ou même « Le fellagha de Camaret »,
les surnoms n'ont jamais manqué
pour désigner le cinéaste René Vautier.

Des surnoms à la consonance souvent
guerrière, afin, sans doute, de rendre
compte du combat permanent qu'a été sa
vie professionnelle et, par la même occasion,
sa vie tout court.

C'est pourtant un homme à l'allure
tranquille et au sourire quasi-permanent que
nous avons régulièrement rencontré chez

lui, à Cancale, durant les quatre années
nécessaires à la réalisation de ce livre.
Du moins quand il ne se trouvait pas
à courir aux quatre coins du globe,
afin d'y défendre encore et toujours
son idée d'un cinéma militant et engagé...

Mais qu'on ne s'y trompe pas :
s'il manie l'humour et
l'autodérision avec talent,
sa caméra est toujours une arme.

Récit d'une vie de lutte
artistique et politique.

obtiendra le prix de la critique internationale au festival de Cannes 1972) et **La Folle de Toujane**. Puis, côté documentaire, **Marée noire et colère rouge** et **Quand tu disais Valéry**, entre autres.

De la dénonciation du colonialisme aux grèves des mineurs, de la guerre d'Algérie aux années Giscard, de la marée noire au passé de tortionnaire de Jean-Marie Le Pen, des luttes sociales aux luttes tout court, René Vautier n'a jamais cessé de se battre pour dénoncer tout ce qui le révoltait, avec sa seule caméra comme arme. **Aujourd'hui encore, à 78 ans, son combat continue**. Il n'a jamais arrêté de réaliser, produire ou diffuser ses films ou ceux des autres qu'il estimait nécessaire.

En 1951, Georges Sadoul écrivait à son propos : "Parmi les jeunes diplômés de l'IDHEC, le Breton René Vautier tranche à la fois par son allure et ses convictions : il pense visiblement que lorsqu'un mur se dresse sur la route de ce qu'il veut montrer, la seule solution consiste à foncer dans le mur, caméra au poing et tête en avant. Une tête de Breton, les murs n'ont qu'à bien se tenir..." Cinquante-cinq ans plus tard, cela reste toujours aussi vrai...



UPCB, Medvedkine, ACAV, Torr e Benn...
Voici des noms qui peuvent sembler mystérieux, même pour un cinéphile averti. Pourtant, ces structures ont, à leur échelle, soulevé bien des montagnes, en balayant les idées reçues affirmant que le septième art était "une affaire de professionnels" et en chamboulant le quotidien de celles et ceux qui ont participé à cette aventure du cinéma militant, aussi appelé "cinéma direct".

Ces groupes, souvent informels, furent très actifs dans le milieu ouvrier des années 1970, et particulièrement dans la période qui suivit Mai 68.

L'histoire de Un homme est mort est sans doute à ce titre l'une des premières expériences de ce cinéma, qui voulait non seulement donner la parole aux acteurs sociaux, mais aussi construire avec eux des films mettant en scène leurs préoccupations quotidiennes.

À une époque où le septième art était exclusivement fabriqué à Paris par des réalisateurs issus des écoles de cinéma, réaliser un film en super-8 avec des ouvriers, et sans aucun moyen financier, était une idée tout aussi folle que nécessaire. Et pourtant... Que se soit avec les grévistes du Joint Français, des chantiers de Saint-Nazaire ou des bastions ouvriers de Besançon et de Sochaux, ces films sont aujourd'hui un témoignage sans pareil sur les luttes et les conditions ouvrières d'une époque pas si lointaine. En leur temps, ces films avaient déjà eu un fort retentissement dans la classe ouvrière. C'était d'ailleurs l'objectif de ce "cinéma d'intervention sociale", que René Vautier définit comme un cinéma ayant pour but de "refléter des événements en cours afin d'influer sur leur évolution". Car même si le "grand soir" tant attendu par certains n'est pas (encore...) arrivé, ces films ont largement participé à la déstabilisation d'un ordre bien établi, apportant une contre-information. Ils permettaient en effet pour la première fois à des personnes des classes populaires de s'exprimer librement et sans contrainte de la censure ou du politiquement correct. Des films tel que *La Grève du joint français* réalisé par le collectif Torr e Benn ou *À bientôt j'espère* du groupe Medvedkine montrent des grèves filmées de l'intérieur par des militants équipés d'une

LE CINÉMA MILITANT, UNE ARME À DÉGAINER ENSEMBLE

caméra et aidés par les grévistes eux-mêmes. Manifestations, occupations d'usines, organisation de caisses de solidarité ou d'autres moyens de soutien, ces films mettent en avant des luttes sociales avec leurs joies, leurs peines, leurs difficultés et leurs réussites. Ils permettent ainsi de montrer une autre vision d'un conflit que celle diffusée par les médias, mais surtout ils contribuent à la diffusion d'idées, de méthodes, de réflexions sur les luttes présentes et à venir. Enfin, ils sont, pour



les personnes qui participent à leur réalisation, un moyen d'expression et de construction collective original. Ce dernier aspect est certainement celui qui a le plus bouleversé les participants à la création de ces films. La découverte de l'outil audiovisuel, l'émulation collective que suscite ce travail, mais aussi des discussions lors des projections, ont largement participé à la politisation de la classe ouvrière. Diffusions de pratiques et d'idées, joie de vivre lors des projections où ils n'étaient pas rare que les slogans des manifestations soient repris en chœur par les spectateurs. Les applaudissements comme les huées retentissaient... Bref, les langues se déliaient, permettant ainsi à des gens qui n'en avaient pas l'habitude de s'exprimer publiquement et librement.

Mais peut-on dire d'un film qu'il est militant dès lors que des ouvriers s'y expriment ? C'est une condition nécessaire mais néanmoins insuffisante. Les films militants se caractérisent aussi par le fait que, de la création à la diffusion, ils restent différents et surtout indifférents aux circuits traditionnels d'exploitation que sont la télévision et les salles de cinéma.



Trois affiches réalisées pour la sortie en salles de *Avoir vingt ans dans les Aurès*, *La Folle de Toujane*, et *Quand tu disais, Valéry...*, de René Vautier
(source : Cinémathèque de Bretagne).

Réalisés généralement avec les moyens du bord, ces films bénéficiaient bien souvent du soutien de professionnels militants (pour leur mixage ou leur développement notamment, opérations très coûteuses), et d'un réseau de diffusion alternatif qui s'était créé de toutes pièces : Syndicats, associations engagées, comités d'entreprises, MJC, etc. Chaque structure avait réussi à mettre en place son propre réseau qui permettait à un film d'être vu par des dizaines de milliers de spectateurs sans passer par les circuits, trop formatés, de la grande distribution cinématographique. Cela assurait une liberté d'expression et une source de revenus pour retirer de nouvelles copies ou réaliser un nouveau film. L'expérience conduite par René Vautier pour *Quand tu disais Valéry !* en 1976 est à ce titre exemplaire. Chaque ouvrier des chantiers de l'Atlantique a ainsi "payé sa place à l'avance" en donnant dix francs. Ainsi ont été rassemblés les fonds nécessaires à la création de ce film, évoquant la fermeture d'une usine de fabrication de caravanes en Loire-Atlantique. Aujourd'hui, le visionnage de ces films est, non seulement un témoignage unique d'une mémoire ouvrière si difficile à transmettre, mais aussi la preuve que des

expériences "modestes et géniales" peuvent changer bien des vies. À une époque où le nom du réalisateur prévaut souvent sur le contenu d'un film, où le merchandising et la publicité sont les éléments moteur du septième art, ces films militants pourraient bien devenir des exemples d'une construction parallèle joyeuse et efficace.

Kristen Falc'hon

Étudiant en Master
"Documentaire de création"
au CNBDI d'Angoulême,
auteur de L'audiovisuel militant
en Bretagne, des années 1960 à 1980.

FILMOGRAPHIE – BIBLIOGRAPHIE

Atelier de Création Audio Visuel : Clito va bien, 1979.
Réalisé collectivement par des femmes du Planning familial, ce film évoque la condition de la femme et parle sans tabous de contraception, de sexualité, de ménopause...

Chappedelaine Soazig : Quand les femmes ont pris la colère, Unité Production Cinéma Bretagne, 1977.
À Couëron (Loire-Atlantique), le directeur de l'usine de Tréfinmetaux envoie un courrier aux femmes des grévistes afin qu'elles exigent de leurs maris un retour rapide au travail...

Le Garrec Nicole et Félix, Plogoff, des pierres contre des fusils, Atelier Bretagne Film, 1980.
Récit de la lutte de toute une région contre l'implantation d'une centrale nucléaire à Plogoff (Finistère).

Le Tacon Jean-Louis, Voici la colère bretonne : La Grève du joint français Torr e Benn, 1972.
Retrace la longue grève des ouvriers de l'usine du Joint Français à Saint-Brieuc (Côtes-D'Armor).

Marker Chris et Marret Mario, À bientôt j'espère,

Groupe Medvedkine, 1967-1968. Réédité en DVD aux éditions Montparnasse.
Retrace la grève à l'usine Rhodiaceta de Besançon. La première occupation d'usine par des ouvriers depuis 1936, comme un prélude à Mai 68.

Groupe Medvedkine, Classe de lutte, 1968. Réédité en DVD aux Éditions Montparnasse.
L'histoire d'une syndicaliste qui tente de se débrouiller entre son rôle de militante, de femme et de mère... Une des nombreuses réalisations collective qui a vu le jour pendant les huit années d'existence du groupe.

Falc'hon Kristen, L'audiovisuel militant en Bretagne, années 60 – années 80, mémoire de maîtrise d'ethnologie, Université de Bretagne Occidentale, 2005.

Revue CinémAction n°110
Le Cinéma militant reprend le travail.

La réalisation de Un homme est mort s'est étalée sur quatre longues années. Pour moi, elle fut l'occasion de conjuguer comme jamais désirs artistiques et « mythologie » personnelle. À Étienne, cette histoire permet de continuer à creuser le sillon d'une bande dessinée n'hésitant pas à arpenter le « réel ». Récit d'un parcours semé de vicissitudes, de rebondissements, de découvertes et de rencontres marquantes...

LE PARCOURS D'UN LIVRE

PAR KRIS



À gauche sur la photo : mon grand-père, Guy Hennebaut, en compagnie d'un de ses camarades résistants, cliché pris durant l'occupation allemande. Après ça, difficile pour un gamin de dix ans de ne pas le transformer en héros...

(source : photo issue du livre Les Combattants de l'Iroise (1940-1944), de René Pichavant aux Éditions Morgane, 1988.

Quand j'y réfléchis, l'acte de naissance officiel d'*Un homme est mort* remonte loin dans le temps. Il est à dater des années 1980, lors d'un été pourtant comme les autres. Agé d'une dizaine d'années, je le passe comme toujours près de la maison de mes grand-parents. Mon grand-père maternel, Guy Hennebaut, est un ancien résistant FTP, doublé d'un militant communiste et CGT très actif sur Brest. Un soir de vacances, il m'emmène voir une pièce de théâtre, jouée par une troupe militante. Un tableau est consacré aux manifestations de mars-avril 1950. Je me souviens encore du visage de l'acteur jouant Édouard Mazé quand il s'effondre, blessé à mort. En rentrant, nous en discutons beaucoup avec le camarade Pépé Guy... Ce fameux 17 avril 1950, il était comme toujours aux premiers rangs de la manifestation. Ça, ajouté à son passé de résistant, acheva de lui consacrer une stature de héros-sans-peur-et-sans-reproche dans mon imaginaire d'enfant. De plus, porté sur l'anecdote qu'il racontait avec passion et une certaine dose de talent, il n'est pas non plus étranger à mon propre itinéraire de raconteur d'histoires. Je me suis toujours dit qu'un jour, je lui rendrais à travers un récit tout ce qu'il m'avait apporté. *Un homme est mort* me permettra de tenir parole...

L'acte de naissance, officiel cette fois, eut lieu lors d'une journée de juin 2002. Au hasard d'une balade brestoise, je croise Gilbert Le Traon, directeur de la Cinémathèque de Bretagne. On se connaît un peu, suffisamment pour s'apprécier mutuellement en tout cas. Il en profite pour me parler d'un projet qu'il avait en tête : occupé à sauvegarder l'œuvre de René Vautier, il a imaginé refaire en bande dessinée un des films du cinéaste, le film en question ayant été entièrement détruit. Il s'agissait d'un documentaire sur les grèves de 1950 à Brest et intitulé *Un homme est mort...* À l'époque, je ne connais pas les œuvres de René et l'idée de refaire un film à l'identique, alors qu'il n'en existe plus rien de surcroît, ne me séduit pas plus que ça.



Photos issues de la première « mine d'or » trouvée lors de l'enquête documentaire : le mémoire de fin d'études de Cécile Bramé, écrit et consacré à la reconstruction de Brest en 1950.

Rue Voltaire. ← Îlot n°3 ↑



Ci-dessous.
René Vautier,
lors du tournage d'*Afrique 50*
(photo fournie par René Vautier, droits réservés).



Néanmoins, je lui demande de m'envoyer quelques éléments sur ce film, histoire d'en avoir une vision plus précise. Je ne le sais pas encore, mais ce jour-là commence pour moi une aventure artistique et personnelle comme il s'en vit peu dans la carrière d'un auteur. Gilbert, je t'aime pour toujours...

Quelques jours plus tard, le téléphone sonne. C'est Oxo, un de mes copains dessinateurs de *l'Atelier des Violons Dingues*, notre association. Il vient lui aussi me parler du film *Un homme est mort*. Ayant sans doute ressenti mon peu d'enthousiasme de départ, Gilbert lui a fait passer un document racontant le tournage de ce fameux film. Oxo me dit qu'il veut dessiner cette histoire et que j'en serais vraiment le scénariste idéal. Toujours sceptique, je lui demande de me scanner le document et de me l'envoyer. Une demi-heure plus tard, j'ai compris que ce projet n'allait plus me lâcher tant que je ne l'aurais pas mené à terme. Ce n'est évidemment pas le film qu'il faut refaire mais l'histoire de sa réalisation et de sa destinée qu'il faut raconter. Quant au reste, le Brest de 1950 et ses mouvements ouvriers, j'ai déjà dit à quel point ils me tiennent à cœur. C'est décidé, on se lance. Une fois de plus, sans Bruno (le vrai pénom d'Oxo), je serais peut-être passé à côté. Bruno, toi aussi je t'aime pour toujours...

Le problème, c'est de trouver du temps dans nos calendriers respectifs. Durant six mois, nous nous contentons de préparer le terrain, puis les recherches préalables à l'écriture démarrent vraiment début 2003 : rencontres de témoins, repérage des lieux, recherches historiques, etc. Ça devient vite passionnant, et, chaque découverte ou rencontre en amenant une autre, nous laissons un peu dévorer par notre sujet. À tel point que le premier synopsis terminé du bouquin ne voit le jour qu'un an plus tard en février 2004. Oxo, lui, achève les premières pages définitives en mars. À ce moment-là, nous voyons le futur livre comme un véritable documentaire de plus de 150 pages. J'ai des références en tête : les bandes dessinées de Joe Sacco sur la Palestine et la guerre en Yougoslavie, celle de Philippe Squarzoni, *Garduno en temps de paix* ou encore *Azrayen* de Lax et Frank Giroud, intrigue passionnante au cœur de la guerre d'Algérie, inspirée par la propre histoire du père de Giroud. Mais je veux pousser à fond la propre logique d'*Un homme est mort* : puisque c'est une bande dessinée sur un film qui lui-même tire son titre et son commentaire d'un poème, autant l'illustrer en mélangeant tout ce qui peut nous tomber sous la main pour évoquer cette histoire. Outre le tournage du film, nous abor-

donc l'histoire et la « mythologie » brestoise et ouvrière dans son ensemble, déterminés à réaliser un objet artistique mélangeant dessins, photos d'époque, extraits d'archives diverses, etc. Parmi nos influences, j'ai volontairement oublié d'en citer une : la bande dessinée *Rural !*, documentaire sur les difficultés d'une exploitation agricole. Je me décide à contacter son auteur : il s'appelle Étienne Davodeau...

Si je désire parler de ce projet avec Étienne, c'est tout sauf un hasard : la lecture de son livre *Quelques jours avec un menteur* en 1998, fait partie des raisons qui m'ont décidé définitivement à faire de la bande dessinée, abordant des sujets forts éloignés des classiques feuilletons d'aventure. Depuis, je suis attentivement son parcours. Et suite à la publication et au succès de *Rural !*, il est également devenu directeur de collection aux éditions Delcourt, en charge de récits ancrés dans le « réel ». Ça tombe bien : je viens de publier mes deux premiers livres dans la même maison. Il m'apparaît comme la personne idéale pour suivre éditorialement le projet *Un homme est mort*. En février 2003, je lui écris donc pour lui présenter la chose. Le contact passe bien, le sujet lui plaît énormément et deux rencontres en octobre 2003 puis en janvier 2004 au festival d'Angoulême achèvent de nous convaincre mutuellement. Le livre est désormais sur de bons rails et j'achève son synopsis deux mois plus tard, toujours dans sa forme purement documentaire. Tout roule, d'autant plus qu'à la



Premiers repérages brestois.

Étienne, à gauche sur la photo, découvre le climat brestois, curieusement humide ce jour-là...



Ci-contre.
Gilbert Le Traon,
directeur de la
Cinéma-thèque de
Bretagne :
L'homme
par qui tout a
commencé...



je sers « d'échelle » afin qu'Étienne puisse apprécier les dimensions des bateaux et des grues du port de Brest.

Autant dire que je n'en sors pas grandi.

même période nous avons enfin pu rencontrer René Vautier et qu'il nous a donné sa « bénédiction » pour nous emparer de cette histoire.

Oui, René Vautier enfin... Quand je me remémore nos difficultés pour réussir à le coincer enfin entre quatre yeux, il y aurait de quoi faire un autre film ! Un jour, on me l'annonce en Israël, le mois suivant au fin fond de l'Afrique noire, la semaine d'après, mince il vient de partir, et le lendemain,

PIERRE CAUZIEN, « HANDICAPÉ CLANDESTIN »

*Acteur, témoin, victime...
Voilà bien ce que fut Pierre Cauzien
en 1950, alors qu'il n'était
qu'un jeune ouvrier de l'arsenal
de Brest et un simple militant CGT.*

*Blessé grièvement par balle lors
du 17 avril 1950 et amputé
d'une jambe quelques jours plus
tard, il aura tout essayé durant
des décennies pour obtenir justice
et réparation pour lui et les victimes
de la répression policière.
En vain, politiques de droite
comme de gauche le renvoyant
sans cesse de promesses non-tenues
en fin de non-recevoir.*

*Acteur engagé, témoin le plus
précieux parmi tous ceux rencontrés
au cours de la réalisation
d'Un homme est mort,
nous avons souhaité lui offrir
une libre parole au sein de ce livre
afin que son statut de victime
lui soit enfin reconnu de manière
pleine et entière.*



Pierre Cauzien en 1950, peu de temps après son amputation. A ses côtés, on reconnaît de gauche à droite : Marie Lambert, Marcel Cachin, figure historique du PCF, et Alain Signor, député communiste du Finistère, arrêté lors de la manifestation du 17 avril 1950
(photo fournie par Pierre Cauzien).

En-haut. Pierre Cauzien en 2005, lors de la première rencontre avec Kris
(cliché issu de la vidéo tournée ce jour-là par Denis Rollier).



Ce 17 Avril 1950 au matin, je me rends comme d'habitude à l'arsenal. C'est un lundi. Je marche vite.

Il y a deux kilomètres entre la baraque où j'habite comme des milliers de Brestois sinistrés et mon lieu de travail. Je pense au boulot qui m'attend : tracer l'emplacement des quilles de roulis sur la coque du paquebot Antilles alors en construction. Je suis en effet traceur de coque. J'ai 27 ans et c'est une spécialité valorisante pour cet âge. Je suis marié, mon épouse, atteinte de tuberculose, est en voie de guérison et j'ai une petite fille de 6 ans. Comme je suis délégué syndical CGT de mon atelier, et membre du PCF, j'ai aussi en tête les dernières informations sur les événements brestois : hier, dimanche, arrestation arbitraire de deux dirigeants CGT et de la député communiste du Finistère Marie Lambert (malgré son immunité parlementaire). Le climat social déjà tendu depuis un mois se complique. Je pense qu'il y aura une réaction. En effet, dans la matinée, les délégués CGT sont appelés à se réunir d'urgence. L'intersyndicale CGT, CFTC, FO du Bâtiment appelle localement à la grève générale. Nous, à la CGT, pensons que les travailleurs de l'arsenal doivent adopter ce mot d'ordre pour soutenir les grévistes du Bâtiment en lutte depuis un mois et exiger la relaxe des militants illégalement arrêtés. A 14 h, j'assiste au meeting à la Maison des syndicats. L'ambiance est bonne. Je suis dans la foule qui, en cortège, se dirige vers la sous-préfecture pour remettre une motion de protestation. Comme les autres, je suis à la fois surpris et scandalisé par l'incroyable déploiement policier : c'est un véritable mur d'uniformes et de casques qui barre le boulevard. Du jamais vu dans notre cité ! Face à ce premier barrage, la colère monte – les auteurs de la bande dessinée montrent bien cette escalade dans la provocation et la violence. Aux coups de crosse des gendarmes les manifestants répondent par la caillasse des ruines qui bordent la chaussée.

Pour ma part, je me souviens d'être intervenu pour faire cesser les brimades inutiles de deux manifestants qui tentaient d'intimider un

gendarme isolé. C'est un épisode significatif également illustré par quelques cases de la bande dessinée. Avant de libérer le gendarme de ce mauvais pas, j'ai pris son mousqueton et j'en ai cassé la crosse sur la bordure du trottoir. Ironie du sort ! Quelque temps après, un tir de gendarme m'atteignait à la jambe gauche. Je n'avais pas vu le coup venir. J'avais seulement entendu quelqu'un crier : « Couchez-vous ! Ils vont tirer ! » Mais moi, j'étais déjà tombé, le mollet déchiqueté, le péroné fracassé et l'artère poplitée cisailée. Pendant que j'attendais les secours, perdant mon sang en abondance, un camarade m'a dit : « Un homme est mort ! ». C'était Édouard Mazé.

Cinq jours après, on m'amputait. C'était la fin d'une vie normale. Pour ma famille et pour moi commençait une vie d'handicapé. Pire : un « handicapé clandestin » ! C'est ainsi que me nommait avec sympathie le médecin chef de la Marine. En dépit de ses certificats, on mit vingt-neuf ans à me concéder une simple carte d'invalidité... Sans espoir d'aucune autre sorte de réparation du dommage causé. L'enquête ouverte après ces événements s'est en effet conclue par un non-lieu. « Il n'y a lieu à poursuivre, quant à présent, contre quiconque », déclare à l'époque dans son jargon juridique le juge d'instruction, M. Sultana. Et pourtant, le dossier n°141W33 des archives départementales, auquel j'ai pu finalement avoir accès cinquante-cinq ans après grâce à une dérogation présidentielle, porte en sous-titre « Mort d'Édouard Mazé, tué par les forces de l'ordre » et révèle que quarante-huit heures après la manifestation tragique du 17 avril 1950, tous les responsables, jusqu'au plus haut niveau, sont informés de la réalité des faits...

Depuis cinquante-six ans, on a laissé planer le doute dans l'opinion, on a refusé de faire la lumière sur les responsables de ce drame social, un véritable crime d'État camouflé en fait divers, commis dans la haine et le mépris des travailleurs traités en voyous, enfoui dans le silence et l'oubli... Jusqu'à ce livre inspiré par le film de René Vautier.

Moi qui n'ai pas une approche spontanée de la bande dessinée, que j'avais tendance, je l'avoue, à considérer comme un moyen d'expression superficiel, je n'aurais jamais imaginé que les victimes, comme moi, de la répression policière trouveraient en elle un défenseur de la vérité et de la dignité.

Merci à Kris et à Étienne Davodeau.

Pierre Cauzien

c'est con il était là hier... On me prévient de faire attention, que le gars n'est plus tout jeune et je le retrouve à faire le tour du monde trois fois par week-end. Finalement, un soir de novembre 2003, nous finissons, Bruno et moi, par l'alpaguer chez nous, à Brest, où a lieu une projection consacrée au cinéma algérien, le tout en présence de plusieurs cinéastes autochtones, tous évidemment des amis de René. À l'issue de la projection, nous nous présentons à René qui nous accueille à bras ouverts et nous invite, avec d'autres, à boire un petit verre. S'ensuivra une nuit de discussion d'où je retiens principalement les mots FLN, GPRA, Bouteflika, Boumédienne, à la tienne, allez on reprend un coup non ?! Encadrés de ces types qui, tous, avaient connus la guerre et y avaient forgé leur vocation de cinéaste au beau milieu de dangers innombrables, je vous laisse imaginer de quoi avaient l'air deux jeunes auteurs brestois de bande

accessible ! Le vénérable cinéaste est une véritable internationale à lui tout seul, rassemblant autour de sa personne d'innombrables amitiés de par le monde. Bref, l'avoir rien que pour soi est un sacerdoce. Mais cela aussi a contribué à notre volonté de raconter son histoire tant, paradoxalement, son œuvre reste majoritairement inconnue du grand public. Bref, ce jour de janvier 2004 se passe parfaitement bien et René ne voit aucun inconvénient à ce que nous racontions l'histoire du tournage d'*Un homme est mort*. On sent bien que, pour lui, il ne s'agit pas d'un fait d'arme exceptionnel. Et comment pourrait-il en être autrement en regard du reste de sa biographie. Cela avait son importance à l'époque mais aujourd'hui ? Ceci dit, notre projet amuse beaucoup René : on a tant cherché au long de sa vie à détruire ou à cacher son travail que voir des petits jeunes désireux d'en exhumer certains



Croquis préparatoires d'Étienne Davodeau.

dessinée, forcément intimidés et encore mal dégrossis et cherchant désespérément à caser à un moment de la soirée une seule et petite phrase : « Cher René : nous aimerions raconter une semaine de votre vie, le tournage d'un film disparu. Ça ne vous dérange pas ? »... Je crois me rappeler que nous avons atteint cet objectif aux alentours de 4 H 30 du matin, sous la forme d'un rendez-vous chez le cinéaste à Cancale. Au mois de janvier suivant...

C'est donc seulement en janvier 2004 qu'eut lieu la toute première séance de travail avec René. Comprenons-nous bien, je ne suis pas en train de dire que Vautier est un gars inaccessible mais bien au contraire beaucoup trop

pans n'est pas pour lui déplaire. Cela le conforte dans son idée que la censure, cette chienne de garde qui lui a aboyé aux fesses sa vie durant, finira toujours par perdre son combat pour peu qu'on lui oppose une ferme volonté. « Quand je pense à tous ces pauvres types qui se donnent tant de mal pour effacer certaines mémoires et qui les voient ressortir sous d'autres formes des années après... » conclura t-il avec malice. Pour nous, en tout cas, c'est gagné : nous avons son absolution et la garantie de travailler en toute liberté : « La bande dessinée, c'est votre affaire, moi je n'y connais rien. Mais ça m'intéresse de voir ce que ça va donner alors allez-y ! » Il n'a pas eu besoin de nous l'écrire noir sur blanc...

Tout s'annonce donc bien à l'approche de l'été 2004. Un problème subsiste cependant qui va vite avoir de lourdes conséquences : Oxo est bloqué. artistiquement s'entend. Les pages ne viennent pas, l'auteur se sentant de plus en plus écrasé par la lourdeur du projet et surtout sa reconstitution historique. Bruno est brestois comme moi. Il ne le dit pas mais je comprends qu'il aimerait restituer chaque pavé à la place même que celui-ci occupait en 1950. Entreprise évidemment impossible tant il ne reste rien de la ville d'alors et tant celle-ci changeait de semaine en semaine. Mais perfectionniste à l'extrême, il se perd en recherches, hésite, recommence... Puis finit par lâcher l'affaire au début du mois de juillet. C'est comme ça, je le sentais venir depuis un moment mais Bruno je l'aime toujours bien sûr... Entretiens, autre coup de Trafalgar, Étienne Davodeau a démissionné de son poste de directeur de collection... Je pense pouvoir me retourner : je sais que Sébastien Gnaedig, éditeur chez Dupuis et ayant eu vent du projet, est également prêt à récupérer le bébé et à l'accompagner comme il se doit. Mais au même moment, Dupuis change de propriétaire et j'apprends vite que Sébastien va partir lui aussi. Je n'ai plus de dessinateur et je n'ai plus d'éditeur. J'ai la sensation que la porte vient de se refermer sur le projet qui me tenait le plus à cœur.

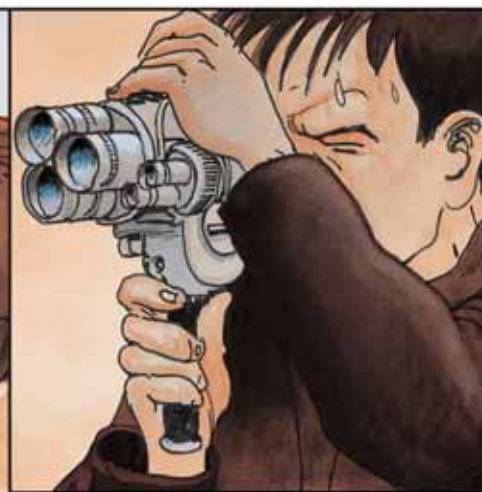
sujet, m'avait apporté son regard extérieur, bienveillant mais sans complaisance : Luc Brunschwig. Il a lu quatre nouvelles versions du scénario, écrites durant le printemps. Le synopsis fait alors 80 pages, suivant au plus près le déroulement des événements décrits par René Vautier, tout en imaginant les dialogues, rencontres diverses et micro-événements dont j'avais besoin pour lier le tout. Après plus de deux ans d'enquête, je me sens suffisamment immergé dans le récit pour que les parties réelles et les parties que nous avons dû réécrire s'intègrent bien les unes aux autres.

Pour finir, « l'impitoyable » Étienne propose de resserrer une dernière fois le scénario pour l'amener à 62 pages, afin de lui conserver toute sa force, sans temps morts inutiles. Un dossier additionnel de 16 pages accompagnera le tout, histoire d'éclaircir différemment ce que nous avons dû laisser dans l'ombre. Enfin, question méthode de travail, nous accordons nos violons avec Étienne qui a, jusque-là, toujours travaillé seul ou scénarisé pour d'autres : je ne vais pas lui apprendre le découpage, c'est le sien qui m'a souvent servi d'exemple... À lui donc la partie découpage case par case du scénario, à moi les descriptions d'actions et de dialogues scène par



Ci-dessus. Rencontre « au sommet » à Cancale début 2005. De gauche à droite : Étienne Davodeau, Gilbert Le Traon, Kris et René Vautier. Séance de travail chez Pierre Cauzien. À droite. Grande discussion avec sa fille Josy qui encouragea Pierre à nous contacter...

Ci-contre. Hervé Le Bris de la cinémathèque de Bretagne prenant la pose avec la caméra utilisée par René Vautier en 1950. Et, traduction en images...



J'appelle Étienne pour pleurer sur son épaule de grand costaud. Il pense que ce livre doit exister. Je n'ai plus de dessinateur. Alors, il va le dessiner. Juste après, Sébastien Gnaedig m'appelle pour m'annoncer la relance du label Futuropolis avec lui à la barre. Il veut que le projet *Un homme est mort* le suive. Lui n'a pas attendu de savoir que Davodeau allait finalement m'aider à le réaliser pour me faire part d'un réel intérêt. Au final, c'est même trois de mes scénarios qu'il souhaite éditer au sein de sa nouvelle structure. Le livre se fera donc chez Futuropolis. Cette fois, je le sens : ce bouquin est protégé par une bonne étoile... En cet fin d'été 2004, Étienne vient de boucler *Les Mauvaises Gens*, son prochain livre qui aura bientôt le succès que l'on sait. Il est prêt à attaquer mais il faut avant tout retravailler un minimum le scénario en fonction de son dessin. Déjà avec Sébastien Gnaedig, nous avons décidé d'abandonner le côté trop documentaire du projet, trouvant au final qu'il noyait le cœur de l'histoire dans un magma d'informations trop diverses. Dans ce travail, un autre auteur proche de Sébastien et passionné depuis le départ par le

scène. Plus bien évidemment toute la partie recherches documentaires. Début 2005, je braque mon facteur au début de sa tournée pour ne pas attendre plus longtemps : ce matin-là dans sa sacoche, les premières pages terminées d'*Un homme est mort*. Cela fait trente mois que j'attends ce moment...

L'un des aspects les plus importants (et les plus dévoreurs de temps...) du travail sur *Un homme est mort* fut bien sûr les recherches historiques autour du sujet. Les susceptibilités autour de la mort d'Édouard Mazé sont encore bien présentes dans la région et il s'agit, à défaut d'être exact, d'être au moins le plus juste possible. Sans compter la personnalité de Vautier, que nous mettons en scène à chaque case. Éviter la trahison autant que le panégyrique n'est pas une mince affaire... Quoiqu'il en soit, au cœur de ces recherches, il y eut surtout de multiples conversations avec des témoins de l'époque ou leurs descendants. Il me faudrait un album entier pour raconter toutes ces rencontres qui furent bien souvent très intenses. D'Ernest Mazé, le propre frère d'Édouard, à Cécile

Bramé, qui ouvrit pour nous son mémoire de fin d'études écrit en 1950 et consacré à la reconstruction de Brest, en passant par Moïra Vautier, fille de René dont il est parfois question dans ce livre, des dizaines de personnes ont apporté une aide précieuse à la réalisation de cet ouvrage. Mais si je devais raconter une de ces rencontres pour l'illustrer, ce serait bien celle avec Pierre Cauzien...

En avril 2005, un article sur le projet *Un homme est mort* paraît dans la presse locale. Quelques jours plus tard, Étienne reçoit un mail sur son site Internet. Il est signé de Pierre Cauzien que je connais de nom comme l'une des victimes de la fusillade : « J'ai été blessé par balle à la manifestation du 17 avril 1950. Amputé d'une jambe. J'avais 26 ans. J'ai une excellente mémoire et un dossier documenté sur cet événement, toujours raconté avec des erreurs et des omissions plus ou moins consciemment entretenues, que votre projet artistique risque de perpétuer... ». Hmm... Le moins que l'on puisse dire, c'est que le ton du message nous mettait d'emblée une certaine pression ! Néanmoins, il n'est pas question de passer à côté d'un tel témoignage et je décide donc de rencontrer Pierre. Heureusement, quand je me présente, le nom de mon grand-père, qu'il a bien connu, change la donne et m'ouvre finalement d'emblée la bienveillance du bonhomme, bienveillance qui va vite se changer en une amitié et une complicité réelle et mutuelle. C'est que le témoin est bien de la qualité espérée : esprit vif, mémoire ultra précise mais surtout une intelligence, une réflexion et un humour jamais battus en brèche par l'amertume, qu'il aurait pourtant pu cultiver eu égard à son histoire personnelle. Mais non : malgré sa jambe en moins, l'homme est resté debout tout au long de décennies de combats syndicaux, la carcasse blindée à l'humanisme pur et à la générosité débordante. J'ai l'air de le coller sur un piédestal mais je l'assume totalement : il restera pour moi LA grande rencontre de ces quatre ans d'enquête et de travail. Son amputation, ce n'est pas le résultat d'un accident du travail mais bel et bien celui d'un crime. Que ceci puisse être affirmé dans ce livre est bien la moindre des choses que je lui dois...

L'autre aspect important du travail documentaire consistait bien sûr en la recherche de documents susceptibles d'éclairer les événements que nous voulions raconter. Car le moins que l'on puisse dire, c'est que les ouvrages évoquant en détail la question n'étaient pas légion... De surcroît, si la parole des ouvriers grévistes avait pu se faire entendre, du moins en partie et a posteriori, le silence des autorités et de la police sur cette affaire était assourdissant, même plus de cinquante ans après les faits. À force d'obstination, Pierre Cauzien finit par obtenir une autorisation d'accès aux archives policières, mais en son nom propre, « grâce » à son statut de victime et surtout avec interdiction d'en divulguer le contenu. Et pourtant ce qu'il y a découvert est pour le moins édifiant, surtout pour un homme à qui l'on a toujours contesté le bien-fondé d'une quelconque action en justice du fait de « l'absence de preuves et d'éléments concrets »... Pour les humains lambda comme vous et moi, il nous faudra attendre 2010 pour apprendre de la bouche même des policiers, dont le témoignage fut recueilli quelques heures seulement après les faits, ce qui s'est réellement passé selon eux. En attendant, nous eûmes droit tout de même à quelques découvertes intéressantes, pour le moins, dans les archives accessibles à tous, parmi lesquelles le fameux arrêté municipal interdisant la manifestation du 17 avril 1950. Agrafé avec l'exemplaire original, une note non signée et non datée expliquait par le menu les conditions réelles dans lesquelles cet arrêté fut pris, conditions que personne n'avait encore révélées jusqu'à aujourd'hui (cf. pages 67-72).

J'ai surtout le sentiment que la parution de ce livre peut nous amener quantité d'autres documents et témoignages et, avec eux, une bien meilleure connaissance de cet épisode sanglant qu'il me paraît important de mieux connaître. À cet égard, je renvoie à la citation d'Howard Zinn, placée en ouverture de ce livre.

Vendredi 10 février 2006, 22 H 45. Mon travail scénaristique sur *Un homme est mort* est terminé depuis peu. Je n'ai plus qu'à suivre les pages qu'Étienne réalise, tel un métronome, semaine après semaine. Le téléphone

sonne : c'est Gilbert Le Traon. Celui par qui tout a commencé. Il est excité comme une pellicule encore vierge appartenant à René Vautier : « Je suis à Paris, à Ciné-Archives : j'ai retrouvé *Vive les dockers !* Y'a bien les images de Vautier dedans ! »

À ce stade de mon récit, je vous dois une explication quant à l'excitation du sieur Le Traon, excitation qu'il me transmet aussi sec. En effet, en évoquant son film disparu, René nous avait toujours affirmé avoir donné quelques rushes inutilisés à Robert Ménégos, autre réalisateur engagé, qui les avait ensuite intégrés à un film également daté de 1950 : *Vive les dockers !* La découverte de Gilbert, au sein du fonds chargé de sauvegarder la mémoire audiovisuelle du PCF et de la CGT, allait enfin nous permettre de visualiser quelques-unes de ces images sur lesquelles nous fantasmions depuis presque quatre années ! Un peu tard pour le livre certes (quoiqu'Étienne a finalement pu s'en servir pour quelques cases) mais une belle récompense tout de même pour nous. Le jeudi suivant, un visionnage est organisé à la cinémathèque de Bretagne : collé à l'écran, nous découvrons avec un émerveillement quasi-enfantin (il faut nous comprendre...) quelque trente secondes d'images fugaces mais manifestement prises par René lors du tournage d'*Un homme est mort*. Divers éléments nous permettent de l'authentifier.

Brusquement, mon cerveau se bloque net sur une image : un plan de quelques secondes montre un cortège d'ouvriers déposant des gerbes de fleurs à l'endroit où est tombé Édouard Mazé. Au premier plan, l'un des porteurs de gerbes, le plus visible d'entre tous, regarde la caméra droit dans l'objectif. Un regard dur, pas vraiment de la tristesse mais de la colère. Ce regard et ce visage, je les connais trop bien. Même à cinquante ans de distance, même si je ne les ai connus que bien plus tard, ce visage et ce regard appartiennent à mon grand-père...

Après quatre années de travail, sous-tendu par des souvenirs d'enfance datant de vingt ans, je retrouve sur ces quelques secondes volées par miracle à la destruction, parmi des milliers de gueules possibles à filmer, l'image de celui à qui, plus ou moins consciemment, j'ai voulu aussi rendre hommage dans ce livre.

Quelques séances d'identification plus tard, en compagnie de la famille et de témoins de l'époque connaissant bien mon grand-père, le doute n'est plus permis : c'est bien lui.

Guy Hennebaut est décédé au printemps 1995. Il a été enterré civilement au son de l'Internationale. Son oraison funèbre, c'est moi qui l'ai écrite et qui l'ai prononcée. Il n'était pas question de la laisser aux mains d'un curé. Pourtant, onze ans plus tard, cette image miraculée de son visage, tremblotant fixement sur ma télé, son regard planté droit dans le mien, pardon à lui, mais il y a des jours où on se sent devenir mystique...

Kris, août 2006.

Ci-dessous. Cercle de rouge : mon grand-père Guy Hennebaut, tel qu'il apparaît sur les images tournées par René Vautier et miraculeusement retrouvées au printemps 2006, au sein du film *Vive les dockers !* La boucle est bouclée... (source : Ciné Archives).



A Kris et Étienne, auteurs en ce début du 21^e siècle de la bande dessinée Un homme est mort, ce petit mot écrit par moi, René Vautier, cinéaste, né natif de Camaret-sur-Mer (Finistère) en 1928, auteur déclaré, alors que le 20^e siècle n'avait que 50 et quelques poussières (et moi 20 ans et déjà aussi quelques poussières) d'un film intitulé Un homme est mort chant de lutte, de sueur et de sang écrit sur une pellicule 16 mm inversible noir et blanc à Brest, Finistère, à la demande des travailleurs syndiqués brestois enterrant leur camarade Mazé Édouard, ouvrier du bâtiment, assassiné sur le pavé de sa ville par les sbires casqués du patronat et du capitalisme.

Camarades Kris et Étienne, je déplore encore aujourd'hui l'irritation juvénile, due au fait des ruptures répétées en cours de projection de la bobine intitulée Un Homme est mort, qui m'a poussé à balancer au tout-à-l'égout, à l'issue d'une 89^e projection, les pellicules tronçonnées de ce film. Film qui, à mon jugement hâtif de l'époque, avait pleinement rempli son office de témoignage lors de ses 88 projections nocturnes, organisées sur les chantiers en grève de l'agglomération brestoise. Je vous remercie d'avoir reconstitué en bande dessinée des images qui rappellent que ce film, réalisé à la demande et avec l'appui de la classe ouvrière finistérienne, a été un instrument unificateur, un outil mobilisateur au sein du monde du travail. Et surtout qu'il n'aurait pu remplir son office sans le soutien de milliers de travailleurs et de citoyens, qui ont participé aux luttes dont Brest a été le décor actif en ces temps où les démocrates se battaient, à la fois contre les guerres coloniales et pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail.

Votre bande dessinée rappelle que notre film n'a pu exister que par l'osmose entre classe ouvrière en lutte et gens d'images solidaires, comme aujourd'hui vous êtes solidaires de ces luttes dont vous perpétuez la mémoire. Jeune, j'y ai participé caméra au poing. Aujourd'hui, presque octogénaire, je vous remercie d'œuvrer pour transmettre les souvenirs des luttes passées dont la connaissance est nécessaire pour faire fleurir et vaincre les luttes présentes et à venir...

Salut et Fraternité !
René Vautier

Un homme est mort, c'est :

Un film (entièrement disparu) de René Vautier réalisé en 1950
Un poème de Paul Éluard écrit en hommage à Gabriel Peri
Un poème de Paul Éluard dit par P'tit Zef en hommage à Édouard Mazé

4 ans d'enquête, de recherches, de notes et de dessins divers
62 pages de bande dessinée de Kris et Étienne Davodeau
6 versions du synopsis
3 versions de la page 14
3 éditeurs successifs
2 dessinateurs successifs
2 scénaristes (pas encore débarqués du projet...)
1 365 mails échangés (liste non arrêtée à ce jour)
Presque autant de coups de téléphone (pareil)...

Mais surtout, une forme d'aventure artistique bien plus collective qu'elle en a l'air, grâce à l'aide de dizaines de collaborateurs chevronnés et témoins précieux, personnes ou institutions, militants syndicaux et politiques, historiens, éditeurs, auteurs, photographes, libraires, bibliothécaires, cinéphiles, etc. qui tous, à des degrés divers, mais avec un enthousiasme égal, ont permis la naissance de ce livre.

Les auteurs tiennent donc particulièrement à remercier :

René Vautier
et son indomptable énergie

La cinémathèque de Bretagne
Côte Ouest
Vivement Lundi
Ciné Archives
Les archives municipales de Brest
Le Centre de recherche Bretonne et Celtique
La mairie de Brest
Le Télégramme
La CGT
CGT-Force Ouvrière
La CFDT
Le Parti communiste français
Les Amis de Recouvrance
La librairie Dialogues
La librairie Excalibulle
La Sonothèque et l'ensemble de son personnel...

Moira Chappellaine-Vautier
Soazic Chappellaine
Gilbert Le Traon
Pierre Cauzien
Georges et Josy Mazé
Ernest Mazé

Édouard Mazé
Gérard et Marie-France Mazé
René Le Tournellec
Gabriel et Christiane Paul
Paulette Hennebaut
Hervé Le Bris
Claude Arnal
Philippe Coquillaud
Denis Rollier
Nicolas Hervochez
Julie Cazenave
Gaëlle Abily
Marc Hébert
Cécile Bramé
Yannick Lucéa
Grégory Guérin
Gaëtan Le Guern
Dominique Leroux
Charles Kermarrec
Françoise Roy
Caroline Kernen
Francis Runavot
Agnès Bellec
Jean-François Le Corre
Bénédicte Pagnot
Sébastien Gnaedig
Luc Brunschwig
Didier Gonord
Evelyne Colas
Claude Gendrot
Fabien Phelippot
Steven Le Roy
Patrice Le Berre
Serge Guillemette
Pierre Le Goïc
Alain Boulaire
Yoann Carquet
Bruno Ollier
Erwan Le Bot
Obion
Christine Berthou-Ballot
Philippe Énard
Fredéric Lecaux
Joub
Alain Goutal
Kristen Falc'hon
Catherine Leroux

Et bien évidemment tous ceux que nous aurons oubliés...

Cher Désiré, cher P'tit Zef, nous possédions bien peu d'informations sur vous. Nous vous avons cherchés en vain. Nous avons donc dû vous imaginer.

Si, après toutes ces années, vous vous êtes reconnus dans ce livre, merci de prendre contact avec nous.

Kris et Étienne Davodeau.